



Concurrence ferroviaire : la Région PACA a fait le bon choix.

Le Président de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), Christian Estrosi, dénonce la « mauvaise qualité du service » de la SNCF en PACA. Il s'est engagé, lors d'une conférence de presse le 5 octobre dernier, à accélérer l'ouverture du transport ferroviaire de voyageurs à la concurrence dès 2019, et « même avant si l'État le permet ». Surtout, la région conteste le devis de 291 millions d'euros établi par la SNCF pour l'année en cours, estimant qu'il y avait « 36 millions de trop » au vu des 86 jours de grève depuis le début de l'année et du nombre de trains annulés ou en panne de conducteurs

Pour l'AFRA, il est indéniable que les coûts de la SNCF sont trop élevés au regard de la qualité de service offert. Le Président de la région PACA est légitime à s'interroger avec 20 % de trains en retard, 10 % des trains supprimés et 40 trains programmés qui ne circulent pas chaque jour. Seulement 42% des usagers sont satisfaits de la qualité de service et de l'offre ferroviaire en PACA (*Sondage ELABE : Avenir du ferroviaire, les attentes des français, novembre 2015*). Une telle situation ne peut que conduire à un recul de la fréquentation et une baisse des recettes.

Face à ce constat, l'AFRA appelle à la mise en place d'une table ronde pour bâtir l'avenir du ferroviaire en PACA et éviter la seule mise sur route comme solution.

Il faut sortir de l'impasse dans laquelle le service public se trouve. Privilégier la mise en œuvre d'un service de qualité que les usagers et les contribuables sont en droit d'attendre, et cela dans une transparence qui aujourd'hui fait défaut, est une absolue nécessité.

En travaillant à la création d'un groupement européen de coopération territoriale qui associerait au moins Monaco et la Ligurie, en Italie, la région PACA innove utilement.

L'AFRA réitère en outre sa demande de mise en place dès 2017 d'une loi d'expérimentation qui participera au renouveau du ferroviaire et permettra de produire un service de qualité à un moindre coût. Il en va de l'intérêt de tous, des clients, de la SNCF, des cheminots, des élus et des contribuables.